Contribution de la Tendance CLAIRE du NPA après la réunion de 350 partisans de l'ex-position B le 23 mai

Poursuivons les discussions communes pour une plate-forme de congrès radicalement alternative à celle de la direction

Avançons en même temps vers une tendance révolutionnaire du NPA avec tous les camarades qui en sont d'accord !

350 camarades ont participé à la réunion nationale de l'ex-position B le 23 mai à Paris. Cette forte participation, en plein week-end de Pentecôte et sachant qu'il s'agissait d'une réunion entièrement auto-financée, montre le besoin de discussions collectives et la volonté de construire pour le NPA une orientation radicalement alternative à celle mise en œuvre par la direction. Pour notre part, nous demandions une telle réunion depuis plus de six mois, regrettant que la politique défendue par les camarades de l'ex-position B au CPN soit définie par eux seuls, sans discussion à la base, et qu'elle n'aille pas jusqu'au bout du combat pour un NPA révolutionnaire. Nous nous réjouissons donc vivement du succès de cette première rencontre, qui a permis aux militants de commencer à mieux se connaître.

Cela a été une première occasion pour échanger, confronter les analyses et les propositions entre militants aux parcours et aux sensibilités différentes : courant officieux des dirigeants du 92 Nord (ancienne gauche de la majorité de l'ex-LCR) et de la majorité du secteur jeune (ex-JCR), militants issus du courant Démocratie révolutionnaire de l'ex-LCR, Fraction L'Étincelle issue de LO, courant Gauche révolutionnaire, secteur automobile du NPA, représentants des comités de Mulhouse, de la Meuse et de la Franche-Comté appelant les uns et les autres à une Tendance révolutionnaire dans le NPA, courant La Commune, groupe des militants issus du Comité de Stéphane Just (ex-OCI), Contribution des 62 pour une Tendance révolutionnaire incluant les militants de la Tendance CLAIRE… Il nous semble particulièrement important de lever les a priori qui peuvent exister et de savoir faire de cette diversité une richesse pour essayer d'avancer ensemble vers l'élaboration d'une orientation révolutionnaire pour le NPA. Cela implique d'acter à chaque étape les points d'accord et de poursuivre les discussions sur les points en débat.

Une discussion riche, qui a fait apparaître à la fois des préoccupations communes et des différences

Sur la situation politique et l'orientation immédiate du NPA

En ce qui concerne le premier point à l'ordre du jour, la situation politique et les campagnes à proposer au NPA, deux thèmes ont dominé. **Beaucoup d'intervenants ont évoqué la crise en Grèce, manifestation la plus aiguë de la crise mondiale du capitalisme**, qui est en même temps la pointe la plus avancée de l'offensive bourgeoise pour faire payer la crise aux travailleurs et de la résistance de ceux-ci, qui cherche la voie d'une radicalisation (grèves et manifestations du 5 et du 20 mai, rassemblements contre le Parlement, affrontements avec la police). On a remarqué notamment la proposition d'une campagne de solidarité internationaliste avec le peuple grec, articulée au combat contre notre propre gouvernement, qui nous prépare une cure d'austérité préventive. **La question de la lutte en France pour la défense des retraites a également été centrale**. Plusieurs intervenants ont défendu l'idée qu'il fallait s'investir avant tout dans les « collectifs unitaires » regroupant les organisations syndicales et politiques, généralement sur la base de l'appel ATTAC/Copernic, mais en les concevant comme outils de mobilisation. D'autres, en revanche, ont souligné à juste titre la nécessité de se battre pour mettre sur pied des collectifs de mobilisation qui définissent eux-mêmes leurs revendications, les plus avancées possible, tout en dénonçant centralement les directions syndicales qui « négocient » avec le gouvernement, l'exigence qu'elles rompent ce « dialogue social » étant alors une condition pour réaliser un véritable front unique ouvrier. En ce sens, il se confirme que le combat plus général pour un courant lutte de classe et anti-bureaucratique dans les syndicats est crucial, comme l'ont souligné quelques intervenants. Il nous semble cependant que la discussion aurait pu être davantage préparée à l'avance pour voir s'il était possible de sortir de la réunion avec une orientation à proposer à tout le NPA, afin de mener de façon révolutionnaire le combat central contre la réforme des retraites de Sarkozy-Fillon. Car, si nous croyons essentiel de mener la lutte politique pour une stratégie et un programme révolutionnaires, il nous semble tout aussi important de montrer concrètement ce que cela implique pour l'orientation immédiate du parti.

Sur le bilan du NPA depuis sa fondation

Le second point à l'ordre du jour, consacré au bilan du NPA, a fait apparaître des différences d'appréciation. **Pour certains camarades, notamment les représentants de la position B au CPN, la dérive de la direction aurait commencé en juin 2009, au moment de l'ouverture des discussions électorales avec le PC et le PG. D'autres, dont nous faisons partie, pensent que les « principes fondateurs » sont eux-mêmes ambigus et que les résolutions adoptées par le congrès étaient erronées.** Sans pouvoir épuiser ici cette discussion, rappelons quelques arguments :

- La résolution sur les élections européennes adoptée par le congrès disait : « *Le congrès fondateur du NPA est favorable à* ***un accord durable de toutes les forces qui se réclament de l"anticapi-talisme.*** *(…) Le NPA entend agir comme force d'unité et est prêt, de façon publique, à en explorer immédiatement et sans exclusive les voies, y compris pour les élections européennes, en particulier avec les forces avec lesquelles nous avons mené campagne aux dernières élections municipales.* » C'était indiscutablement ouvrir la porte à des discussions et à un accord avec des partis « qui se réclament de l'anticapitalisme » sans être anticapitalistes, comme le PG et le PCF. La principale condition posée était non seulement que cet accord concerne les luttes et les élections, mais aussi qu'il soit « durable », c'est-à-dire qu'il englobe les européennes de 2009 et les régionales de 2010.
- **Les principes fondateurs sont manifestement ambigus.** En particulier, s'ils contiennent des formules tout à fait justes disant que, pour renverser, le système il faudra une révolution, ils ne sont pas organisés autour de l'objectif que nous poursuivons : la conquête du pouvoir par les travailleurs, la république des conseils, ouvrant la voie vers l'expropriation du capital et le socialisme, par l'extension internationale de la révolution.
- Des camarades représentant l'ex-position B au CPN ont soutenu que les militants souhaitant trancher dans un sens révolutionnaire les prin-cipes fondateurs se mettraient de fait en dehors du cadre du NPA. Pourtant, **il est du droit de tout militant de vouloir modifier le programme du parti dans le sens qui lui semble juste.** Les dirigeants de la position C et une majorité de ceux de la position A ne se privent d'ailleurs pas de le faire, proposant de modifier les principes fondateurs dans un sens réformiste. C'est pourquoi il est à la fois juste et nécessaire de mener la discussion de fond.
- On a aussi entendu dire que seuls des principes fondateurs ambigus pouvaient permettre un parti large. C'est à notre avis une **confusion entre le programme du parti et ceux auxquels il s'adresse.** Il faut chercher à toucher largement tous les travailleurs, chômeurs, jeunes, révoltés par le capitalisme, mais cela n'implique pas qu'il faille le faire au détriment d'une stratégie claire, ni qu'on le fera plus facilement dans la confusion, bien au contraire. D'ailleurs, cet argument, déjà erroné selon nous au moment du congrès fondateur, se voulait en tout cas *provisoire* : l'ambiguïté était censée tenir compte du manque de formation et d'expérience des milliers de « primo-militants », mais tout le monde s'accordait pour dire que la discussion programmatique n'était pas close. Le texte des « principes fondateurs » reconnaît lui-même, dans son introduction, qu'il contient des *« forces et des faiblesses »* et que *« ce n'est pas un programme complet, détaillé, un* "*manifeste*" *».* Or, seize mois après, dans une situation de crise du parti et de nombreuses démissions, il est crucial de revenir sur ces manques et ces faiblesses programmatiques et stratégiques, d'approfondir les discussions pour relancer le NPA.
- De ce point de vue, il nous apparaît important d'étudier l'expérience et **de tirer collective-ment le bilan politique de tous les « partis anticapitalistes larges » formés dans différents pays**, comme la coalition *Respect* en Angleterre, le PSOL au Brésil ou encore le Bloc de Gauche au Portugal. Relevons en particulier que les

députés de ce dernier viennent de voter le 7 mai au Parlement le plan de « soutien » à la Grèce présenté par le gouvernement, donc les mesures d'austérité terribles pour le prolétariat grec, sous prétexte d'éviter la faillite de la Grèce. C'est un argument qui ressemble malheureusement beau-coup à celui de Papandreou et des bu-reaucrates syndicaux grecs pour faire accepter ces mesures aux travailleurs. En France, même le PC et le PG n'ont pas osé voter avec l'UMP et le PS pour ce prétendu plan de sauvetage, bien qu'ils en aient approuvé le principe !

Il y a eu moins d'inter-ventions pour discuter le bilan de la politique menée par la direction actuelle du NPA dans la lutte des classes. Cela nous a semblé dommage car c'est bien en vue de cette intervention que nous construisons notre parti. Peu de camarades ont cherché à répondre au problème soulevé par Manu Georget, qui a souligné le peu de soutien du NPA national à la lutte pourtant exemplaire des Philips Dreux. Plus généralement, il a été peu question de la faiblesse de l'intervention du NPA national dans une séquence de la lutte des classes pourtant particulièrement riche depuis janvier 2009, marquée par la grève générale aux Antilles, les journées d'action puissantes, les grèves ouvrières en France, nombreuses et radicalisées dans leurs méthodes, etc. Cela a été à notre avis une faiblesse de la réunion, d'autant plus surprenante que nombre de camarades ont insisté sur l'impor-tance de la pratique, en l'opposant parfois de façon bien schématique à la question du programme.

Les dirigeants de l'ex-position B se sont opposés à la volonté de faire des pas significatifs vers une tendance révolutionnaire

Durant l'après-midi, il s'agissait de discuter de la question : *« Quel NPA voulons-nous ? »,* puis de la préparation du congrès. **L'échange a fait apparaître là aussi des différences, notamment entre des camarades voulant se battre pour un NPA clairement révolutionnaire, assumant son programme au quotidien dans les luttes, et les partisans d'un parti anticapitaliste large** dont l'orientation soit certes indépendante des partis réformistes, axée vers les luttes et plus radicale que celle de la direction actuelle, mais sans pour autant sortir d'une sorte de para-syndicalisme plus ou moins radical.

Retour au NPA des origines ou avancées vers un NPA révolutionnaire ?

Pour justifier leur refus d'une tendance révolutionnaire, les dirigeants de l'ex-position B ont invoqué deux types d'arguments. Ils ont mis en avant des considérations tactiques. Selon eux, le fait de mettre en place trop tôt une tendance révolutionnaire risquerait de nous couper du parti. Ce souci ne nous semble pas fondé, car il n'y aucune raison pour

qu'une telle tendance ne puisse mener le débat dans tout le parti sur ses propres positions ; **la constitution d'une telle force dans le parti serait au contraire la meilleure façon de convaincre tous ensemble un maximum de camarades en s'adressant à eux en toute clarté.**

Les dirigeants de l'ex-position B ont évidemment déclaré leur refus de s'associer au texte récemment publié par la majorité de la direction (ex-position A s'alliant avec une partie de l'ex-position C), mais ont aussi affirmé leur volonté de chercher des accords avec certains de ses signataires, auteurs de formulations alternatives au sein même de ce texte, sous le forme de « fenêtres » certes plus à gauche, mais non pour autant en rupture avec la logique générale de la direction. Bref, **ils subordonnent leur orientation au principe d'obtenir une majorité au congrès avec des dirigeants qui en partagent une autre pour l'essentiel.**

Ce sera bien sûr l'un des enjeux du congrès d'empêcher que le parti ne devienne réformiste. De ce point de vue, il va de soi qu'il faudra faire des blocs tactiques avec tous ceux qui refusent de s'engager dans cette voie. Mais cela n'implique pas du tout que les révolutionnaires doivent renoncer à défendre leur propre programme et leur propre orientation. **Une majorité solide ne saurait se construire par d'éventuels compromis boiteux, mais se construit *par en bas,* en convaincant patiemment les camarades du parti.** C'est en opposant à la stratégie réformiste proposée par la majorité de la position A une stratégie révolutionnaire que l'on peut aider le mieux à la clarification du débat et que l'on pourra entraîner des camarades au-delà de la position B. C'est d'autant plus vrai que le développement de la crise laisse de moins en moins de place à une illusoire orientation inter-médiaire entre réforme et révolution.

Au lieu de permettre un cadre de discussion unificateur des différentes sensibilités, les organisateurs ont proposé un texte inamendable !

Un texte présenté par ses auteurs comme inamendable

Durant la pause de midi, une commission s'est réunie pour que les organisateurs présentent leur projet de déclaration, qui n'avait pas été envoyé à l'avance, mais distribué seulement le matin aux participants. Quelques camarades ont exprimé leur déception que le texte ne soit pas plus radical, qu'il se contente de revendiquer les principes fondateurs, affirmant que nous aurions *« changé d'orientation en juin 2009 »,* et qu'il ne mentionne pas l'objectif d'une Tendance révolutionnaire. D'autres se sont opposés expressément à l'objectif d'une telle tendance et demandé qu'on précise que l'objectif était de parvenir à une majorité au congrès pour diriger le parti — ce qui impliquait selon eux de préparer la jonction avec une partie des dirigeants ayant soutenu l'ex-position A. Cela laissait espérer une discussion importante et riche pour

l'après-midi… Mais les organisateurs ont alors annoncé un amendement pour inclure d'office la dernière proposition et surtout déclaré que **le texte était de toute façon celui des représentants de l'ex-position B au CPN : il n'était donc amendable que par eux !** Cette annonce anti-démocratique s'est accompagnée de la présentation d'une liste préétablie de camarades appelés à participer à un Comité d'animation provisoire pour assurer la poursuite de l'élaboration après cette journée, notamment en vue des textes de congrès. D'autres camarades ont demandé à intégrer le collectif.

Propositions pour permettre un cadre de discussion réunissant toutes les sensibilités de la position B

Dans la mesure où le texte était présenté comme non amendable, les signataires de la Contribution des 62 pour une Tendance révolutionnaire participant à cette commission ont quant à eux voulu consulter leurs camarades avant de proposer ou non des candidatures pour le Comité d'animation ; ils ont décidé finalement de demander que soient soumis des amendements au texte et par ailleurs, avant la reprise de la séance plénière en début d'après-midi, ils ont transmis deux candidatures (dont celle d'un représentant de la Tendance CLAIRE) à l'un des organisateurs. Durant la discussion de l'après-midi en séance plénière, **un camarade a donc proposé trois amendements au texte pour permettre à tous les participants d'avancer ensem-ble tout en poursuivant leurs discussions sur les points de désaccord.** Le premier proposait de préciser expressément que l'objectif commun était une « *plate-forme* pour un NPA révolutionnaire » : même sans trancher immédiatement la question de faire ou non une tendance, cela permettait de fixer clairement l'objectif d'une alternative radicale aux propositions de la direction actuelle. Les deux autres amendements étaient liés : il s'agissait de ne pas diviser les participants sur le passé afin de leur permettre de poursuivre leurs discussions pour le présent et l'avenir ; pour cela, il suffisait tout simplement de retirer la phrase disant que le NPA aurait *« changé d'orientation en juin 2009 »* et de remplacer la formulation selon laquelle il s'agirait d'*« affirmer notre projet, celui d'un parti anticapitaliste et révolutionnaire **tel** qu'on le trouve dans les principes fondateurs* » par l'idée qu'on veut construire le NPA *« en s'appuyant sur les acquis des principes fondateurs et en approfondissant les discussions programmatiques et stratégiques ».* Ces amendements étaient parfai-tement acceptables par tous les participants si l'on voulait parvenir à un cadre de discussion satisfaisant, à ce stade, pour toutes les sensibilités.

Refus de ces propositions et fin de la réunion

Enfin, **pour conclure cette journée, les organisateurs ont annoncé la soumission au vote de leur texte, en y intégrant seulement deux amendements : les leurs !** Outre celui déjà mentionné, soulignant leur volonté de constituer une majorité au congrès, ils ont ajouté que la discussion sur la question d'une tendance révolutionnaire

avait eu lieu et qu'elle se poursuivrait… Mais, au lieu d'en être co-élaboratrice, la masse des militants rassemblés n'était appelée qu'à avaliser leur texte tout ficelé, comme si la discussion durant toute une journée n'avait servi à rien ! D'autre part, les dirigeants ont présenté la liste des camarades désignés par eux pour participer au comité provisoire d'animation, sans même la soumettre au vote… Or les deux signataires de la Contribution des 62 dont les candidatures avaient été transmises en début d'après-midi n'avaient pas été retenus sur la liste (et étaient les seuls dans ce cas parmi les rares candidats « spontanés »)…

Dans ces conditions, un camarade a demandé la parole : il s'agissait de proposer que les trois amendements présentés en séance plénière (et transmis par écrit à la tribune) soient soumis au vote (sachant qu'aucun autre amendement n'avait été proposé), d'appeler à l'abstention sur le texte s'il n'était pas amendé et de demander l'intégration dans le comité provisoire d'animation des deux représentants de la Contribution des 62. Cela aurait duré deux minutes (d'ailleurs, l'ordre du jour avait été parfaitement respecté et on n'était même pas en retard…). Pourtant, **la tribune a refusé de donner la parole au camarade, en assumant que le texte était inamendable.** Cet acte d'autorita-risme injustifiable a soulevé une vague de protestations et un désordre de plusieurs minutes. La tribune a donné la parole au représentant de la Fraction L'Étincelle qui voulait expliquer pourquoi celle-ci s'abstien-drait sur ce texte, comme c'est parfaitement légitime. Mais, lorsque le représentant de la Tendance CLAIRE a voulu pouvoir au moins, lui aussi, appeler à s'abstenir, la parole lui a de nouveau été refusée ! Quant à la désignation sans vote du comité provisoire d'animation, il a fallu que le camarade Manu de Dreux (l'un des signataires de la Contribution des 62) insiste pour pouvoir faire acte de candidature à condition, a-t-il dit, que toutes les sensibilités soient représen-tées dans le Comité d'animation et que l'accord avec le texte proposé ne soit pas la condition pour y participer. C'est alors que les organisateurs ont annoncé que celui-ci était ouvert à d'autres camarades que ceux dont ils avaient dressé la liste. Des camarades de la Tendance CLAIRE et de la Contribution des 62, comme les représentants de la Fraction L'Étincelle, ont donc finalement participé à la première réunion de ce comité immédiatement après la séance plénière.

Il est regrettable que les organisateurs n'aient pas voulu parvenir à un texte permettant de rassembler les différentes sensibilités et que la réunion se soit terminée par un épisode fort critiquable du point de vue de la démocratie (1). Cela a suscité un réelle colère chez un certain nombre de camarades, y compris parmi les partisans d'un texte inamendé. Entre les désaccords politiques et le mécontentement concernant les méthodes, il n'est pas étonnant que, **sur 245 présents au moment de l'adoption du texte, seuls 154 aient voté pour (moins de 63%), 10 camarades votant contre, 81 s'abstenant et 2 ne prenant pas part au vote.** Pour gagner la majorité dans le parti, il aurait fallu tout faire pour rassembler toute la base de l'ex-position B tant que les discussions n'ont pas permis de trancher les questions fondamen-tales. Il faut donc espérer maintenant que les dirigeants de l'ex-position B tireront les leçons du résultat limité du vote en faveur de leur texte et accepteront d'aller jusqu'au bout de la

discussion en vue d'une plate-forme révolutionnaire cohérente et consé-quente, tout en adoptant désormais des méthodes démocratiques pour la prise de décisions.

Acquis et limites du texte adopté

Si l'on fait abstraction des conditions de son adoption, **le texte adopté contient un grand nombre d'éléments positifs, qui justifiaient qu'on ne vote pas contre lui :**

- Il affirme la nécessité d'un *« outil politique susceptible de rassembler largement les exploitéEs et les oppriméEs autour d'un programme qui appelle clairement à renverser le système capitaliste, en lien avec les travailleurs du monde entier »* ;
- Il dénonce *« les journées syndi-cales sans lendemain et la volonté clairement affichée par les directions syndicales de négocier de nouveaux reculs avec le patronat et le gouvernement, notamment sur les retraites »* ;
- Il s'attaque non seulement à *« l'accompagnement et la justifica-tion des politiques de rigueur par la social-démocratie »*, mais aussi à *« l'incapacité de la prétendue "gauche radicale" à la gauche du Parti socialiste d'appeler à autre chose que la "révolution par les urnes" ».*
- Quant aux perspectives, il appelle à *« faire le lien en permanence entre les aspirations immédiates de la population et la nécessité de renverser le capitalisme en inscrivant toute notre intervention politique dans le cadre d'une démarche transitoire »*, il prône l'auto-organisation et affirme qu'il s'agit de *« poser la question du pouvoir des travailleurs et d'une autre société (...), le socialisme ».*
- Il appelle également à *« prendre des initiatives dans les mobilisations, (à) ne pas laisser les élections constituer l'agenda de notre parti, et développer dans celles-ci comme ailleurs une indépendance vis-à-vis de la gauche institu-tionnelle ».*
- Il appelle enfin à construire la parti *« par en bas, en direction des entreprises, des quartiers populaires et de la jeunesse ».*

Cependant, le texte contient aussi des faiblesses importantes. Outre l'affirmation d'un prétendu « changement » de politique en juin 2009 et la revendication des principes fondateurs comme socle intangible du NPA, qui le rendaient inacceptable selon nous, c'est un texte qui reste confus par plusieurs aspects

- Il ne parle pas de la *centralité du prolétariat* (la classe ouvrière, la classe des travailleurs salariés et exploités) et ne dit pas que notre parti doit avant tout l'aider à se constituer comme classe révolutionnaire consciente ; il emploie en revanche les notions floues de « population », de « classes populaires » et de « parti large », qui sont privilégiées par la direction du NPA dans le cadre de sa politique confuse. En ce qui concerne la « démarche transitoire », si elle permet aux auteurs du texte de dépasser les ambiguïtés réformistes du « plan d'urgence » qu'ils préconisaient jusqu'à présent (dans la continuité de l'ex-LCR), elle ne débouche pas encore clairement sur un véritable *programme de transition* révolutionnaire, car elle n'est pas suffisamment articulée avec le combat pour la conquête du pouvoir par les

travailleurs. Celle-ci est certes présente dans le texte, mais pas assez centralement : elle apparaît plutôt comme une *possibilité* naissant des « étapes de la lutte » que comme une *nécessité* pour satisfaire les aspirations et revendications immédiates, devant dès lors être défendue de façon systématique et non seulement épisodique.
- Corrélativement, si l'État est défini comme *« fondamentalement un instrument de domination entre les mains de la bourgeoisie »,* il est très insuffisant de lui opposer seulement de *« nouvelle formes de pouvoir que les travailleurs feront surgir dans les luttes elles-mêmes, en rupture et en opposition avec l'État »* (ou « en rupture avec les institutions », comme dit le texte plus loin). En effet, si de telles « formes de pouvoir » apparaissent (comités d'usine, comité central de la grève générale, communes, soviets…), créant une situation de double pouvoir, il ne s'agira pas seulement de « s'opposer » à l'État bourgeois, mais de le *détruire* et de *construire* sur la base des « nouvelles formes de pouvoir » un État révolutionnaire, celui des travailleurs eux-mêmes.
- En ce qui concerne l'inter-vention dans les luttes, la tactique du front unique ouvrier n'est pas clairement proposée : si le texte qu'il faut *« contribuer à rassembler le monde du travail »,* il préconise pour cela de *« s'adresser aux milieux que les directions syndicales et politique de la gauche continuent d'influencer en s'appuyant sur les évolutions de conscience des travailleurs eux-mêmes comme levier politique ».* Autrement dit, il propose de *contourner* l'obstacle central des directions syndicales et réformistes au lieu de *mettre au centre le combat contre elles,* qui suppose la combinaison de la dénonciation concrète de leur politique, étape par étape, et de l'exigence qu'elles en changent. En effet, pour convaincre les travailleurs qu'elles influencent, il faut leur proposer de se battre ensemble pour des mots d'ordre et des actions qu'ils attendent eux-mêmes de leurs organisations (revendications claires, refus des « concertations » avec le gouvernement, méthodes de lutte efficaces). C'est la seule façon de leur faire comprendre jusqu'au bout que les directions sont des obstacles.

Conclusion : les discussions communes doivent se poursuivre… mais les partisans d'une tendance révolutionnaire n'attendront pas

Avec les nouveaux dévelop-pements de la crise en Europe et les effets qu'elle ne manquera pas de produire dans le sens d'une intensification de la lutte des classes, comme on le voit en Grèce, il est vital d'**avancer maintenant beaucoup plus profondément et plus vite dans la discussion fonda-mentale sur la nature et le programme du NPA révolutionnaire** dont la classe ouvrière a besoin pour combattre et pour vaincre.

Poursuivre et approfondir les discussions au sein de l'ex-position B

Si les discussions de fond ont (enfin !) pu commencer le 23, elles ne pouvaient se

conclure en une seule journée. **Nous espérons que le Comité d'animation provisoire, auquel les signataires de la Contribution des 62 partici-peront activement, permettra d'avancer dans la clarification d'un maximum de questions et dans l'adoption d'orientations les plus avancées possible, pour une plate-forme radicalement alternative à celle de la direction du parti.** Mais en même temps, face au refus des dirigeants de l'ex-position B d'aller vers une tendance révolutionnaire (dû aux limites de leurs conceptions politiques, claire-ment perceptibles dans leur texte, mais aussi à des espoirs ou calculs concernant certains membres de la direction), il est légitime que l'ensemble des camarades qui veulent constituer cette tendance révolution-naire n'attendent pas. Le combat au sein du NPA, notamment contre les positions de plus en plus droitières de la direction, exige d'aller jusqu'au bout dans l'élaboration d'une orientation révolutionnaire et de la défendre dans tout le parti au moyen d'une force organisée, avec clarté, audace et fermeté. C'est même une nécessité vitale pour que les militants déçus par les résultats de la réunion du 23 mars ne rejoignent pas les rangs de plus en plus nombreux de tous ces ouvriers et ces jeunes qui ont déjà claqué la porte du NPA.

Avancer vers une tendance pour un NPA révolutionnaire

L'appel des camarades de la Meuse pour une tendance révolution-naire, les réponses favorables qu'ils ont reçues, le vote de l'AG des camarades du Grand-Est pour une tendance révolutionnaire, la contribution de la Fraction L'Étincelle pour la réunion du 23, etc., offrent à la fois les matériaux et les occasions pour nourrir la discussion en vue d'une tendance révolutionnaire du NPA. C'est en ce sens également qu'a été élaborée la Contribution des 62 pour la réunion du 23. Il s'agit maintenant d'**organiser une réunion nationale de tous les camarades partisans d'une tendance (ou d'un courant) révolutionnaire clairement identifiée dans le NPA, pour un NPA révolutionnaire.**

Cette réunion serait organisée de façon intégralement démocratique d'un bout à l'autre et permettrait de poser les premières bases d'une tendance révolutionnaire, en actant après discussion l'ensemble des positions sur lesquelles se dégage un accord large et en ouvrant une débat approfondi sur les éventuels points de divergence, qui se mènerait progressivement sans entraver ce processus de rassemblement urgent et nécessaire.

---

1) Cette décision des dirigeants de l'ex-position B est d'autant plus regrettable que la commission de médiation du NPA vient d'envoyer aux membres du CPN et du CE une lettre demandant au prochain CPN (celui des 29-30 mai) d'adopter une résolution concernant la Tendance CLAIRE… faute de quoi elle serait obligée de nous accorder un observateur au CPN, en réparation de la faute commise à notre encontre au moment de l'élection du CPN lors du congrès fondateur (cf. *Au CLAIR de la lute* n° 1,

http://tendanceclaire.npa.free.fr/article.php?id=10). Alors que la demande d'une telle résolution n'avait pas été réitérée avant le précédent CPN (celui de mars), il s'agit ainsi de remettre à l'ordre du jour une attaque qui, grâce à la campagne démocratique menée en décembre-janvier, et notamment grâce à l'intervention des dirigeants de l'ex-position B au CPN de janvier, n'avait finalement pas eu de suites. Relancer cette attaque aujourd'hui, alors que la page avait été tournée de fait et que s'ouvrent les discussions pour le congrès, serait une atteinte à la démocratie encore plus intolérable qu'auparavant. Ce serait à l'évidence un acte d'intimidation. Il est crucial que les camarades de l'ex-position B, au-delà de nos divergences politiques, réitèrent leur combat démocratique de janvier contre toute mesure d'intimidation qui serait proposée au CPN des 29-30 mai. Il est juste également d'appuyer la proposition que la Tendance CLAIRE, qui existe de fait depuis le congrès fondateur, ait enfin un observateur au CPN, afin d'accéder pour la préparation du congrès aux mêmes informations et aux mêmes discussions que les autres sensibilités du parti.

Tendance CLAIRE, le 27 mai 2010